



impunity watch

« On ne doit pas se réjouir quand la case du voisin brûle »

Dynamiques Régionales Face à la Crise Burundaise

Great Lakes Dispatches | Numéro 4 | Février 2016



Programme Paix Au-Delà des Frontières | Peace Beyond Borders Programme

Rapport de Recherche

*« On ne doit pas se réjouir quand la case
du voisin brûle »*

Dynamiques Régionales Face à la Crise Burundaise

Great Lakes Dispatches | Numéro 4 | Février 2016

Impunity Watch

Photo de Couverture: Un jeune garçon Burundais dans un camp de réfugiés en RDC, le 31 juillet 2015.
Source: MONUSCO (Reproduit sous une licence de 'Créations Communes', modifié à partir de l'original)

Table des matières

Table des matières	3
Introduction	4
I. Enjeux Électoraux: la question du troisième mandat présidentiel dans la région.....	5
Les temps électoraux à venir dans la région.....	5
Le Rwanda : le pays où tout le monde est d'accord	5
La problématique du « glissement » congolais	6
II. Perceptions et Opinions des Jeunes du Rwanda et de la RDC sur la Crise au Burundi	10
Des citoyens Burundais qui défendent leurs droits.....	10
Les craintes d'une régionalisation de la crise	11
Les processus électoraux à venir	12
Comment résoudre cette crise ?.....	15
III. Conclusion et pistes de réflexions	18

Introduction

Depuis avril 2015 le Burundi est entré dans un conflit à caractère politique de forme nouvelle pour la région voire en Afrique¹. Suite à l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza, des organisations de la société civile et partis politiques d'opposition ont appelé à des manifestations contre ce qu'ils estiment être un viol de la Constitution burundaise et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Burundi signé à Arusha en 2000. Ces manifestations qui se voulaient dans un premier temps pacifiques se sont heurtées à une forte répression policière. Depuis, la situation s'enlise inexorablement laissant craindre une escalade de la violence jusqu'à une confrontation armée.

On a l'habitude de rappeler que l'instabilité dans un pays de la région des Grands Lacs a des conséquences jusque chez son voisin. A ce titre, il est intéressant d'essayer de comprendre la perception de la situation chez les voisins du Burundi, que sont la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. A travers l'organisation à la fin du mois de juin 2015 de trois focus groupes réunissant chacun douze jeunes (six jeunes hommes et six jeunes femmes) à Kigali au Rwanda, à Bukavu et Goma en RDC (au Nord Kivu et au Sud Kivu), Impunity Watch avons sondé l'avis de personnes qui avaient déjà été amenées à exprimer leurs opinions durant la mise en œuvre du programme Paix Au-delà des Frontières. C'est discussions ont donc pris place au lendemain des manifestations qui se sont déroulées au Burundi. Sur la base d'un questionnaire qualitatif, nous avons essayé de comprendre leurs perceptions, compréhensions et inquiétudes sur le déroulé de la crise au Burundi et ses implications régionales.

Force est de constater que les personnes interrogées dans les deux pays et trois secteurs suivent avec intérêt la situation. Ils en comprennent les enjeux visibles, tout en ayant un regard particulier marqué par leurs contextes nationaux respectifs. Ces regards que nous présentons sont leurs avis bruts sur la situation et leur compréhension des enjeux depuis chez eux, lus à partir de leurs quotidiens. Les éléments qui sont sortis directement de ces discussions mais qui ne sont pas nécessairement des citations en tant que telles sont présentés *en italiques* dans ce document. Ces éléments ne représentent pas les opinions d'Impunity Watch, ni des organisations partenaires qui travaillent quotidiennement dans ces territoires.

Les avis que nous avons recueillis ne prétendent pas être représentatifs de l'ensemble des populations des pays concernés, mais sont indicatifs de tendances et de l'état d'esprit du moment de ces jeunes dont les avis sur les enjeux actuels sont façonnés par leurs sociétés respectives. Ce document doit être perçu comme une base de réflexion brute et comme un indicateur des perceptions de la région sur une crise burundaise en mutation permanente. Ces perceptions trouvent leur intérêt au moment où la région est supposée se confronter à de nouvelles échéances électorales où les questions de « troisième mandat » sous-jacentes. On retrouve en particulier en République Démocratique du Congo certaines dynamiques qui peuvent s'assimiler à la période pré-crise au Burundi (contestations de la société civile, appels à manifestation, positionnement de l'Eglise catholique, pressions internationales). Les opinions provenant des jeunes congolais peuvent donc être perçus comme un avertissement sur les risques de détérioration de la situation en RDC dans l'année qui vient.

¹ En effet, l'engagement des Nations-Unies, de l'Union Africaine et des ensembles sous-régionaux, y compris une décision d'envoi des troupes de l'Union Africaine formées pour le genre de cas, en dit plus.

I. Enjeux Électoraux: la question du troisième mandat présidentiel dans la région

Dans le contexte des processus électoraux à venir en République Démocratique du Congo (2016) et au Rwanda (2017), où les questions de changement de Constitution et de troisième mandat pour les Présidents Kagame et Kabila seront posées, les moyens de sortir de cette crise burundaise sont des enjeux capitaux pour la région. Si les causes profondes des conflits ne doivent pas être mises de côté, les situations neuves et urgentes actuelles poussent à s'interroger sur la perception de la crise de ces voisins du Burundi mais aussi sur l'impact que cette dernière a sur eux, les responsabilités de chacun et enfin sur les moyens de résoudre cette crise.

Si au Rwanda le processus a abouti à un changement constitutionnel faisant sauter le verrou de la limite constitutionnelle à travers la mise en place le 18 décembre 2015 d'un référendum², les questions autour des élections en République Démocratique du Congo semblent elles se focaliser sur le risque de « glissement » électoral³, c'est-à-dire un décalage des élections en-dehors des limites constitutionnelles laissant craindre pour une partie des acteurs sociopolitiques congolais (opposition et société civile) un risque de voir le Président Kabila « s'éterniser » au pouvoir.

Enfin, Comme le rappelle Christian Thibon, Professeur d'Histoire et connaisseur de la région des Grands Lacs, « on est tout de même dans une montée de la violence qui prend des formes de plus en plus extrêmes et qui se régionalise au travers essentiellement de la participation de miliciens dans ce qu'on peut appeler une guerre civile au Burundi. »⁴.

Les temps électoraux à venir dans la région

Le Rwanda : le pays où tout le monde est d'accord

Tout semble porter à croire qu'au Rwanda les risques des contestations violentes durant la période électorale allant vers l'élection présidentielle en 2017 sont minimales. Sur le plan légal et juridique le processus de modification de la Constitution rwandaise, achevé récemment par le parlement rwandais, semble être conforme aux règles du jeu telles que prescrites dans la loi fondamentale en vigueur. Ainsi, les anti-troisième mandat du Président Paul Kagame ne pourront espérer gagner la bataille que sur base de la contestation de la légitimité de ce troisième mandat envisagé, soutenant que cela constitue une violation de l'esprit ayant animé les constituants de 2003 par rapport à l'alternance démocratique au pouvoir. De plus, vu l'état actuel des partis politiques d'opposition et de la société civile dans le pays, il semble peu probable qu'il puisse y avoir des contestations populaires avec risques d'escalade en violences. Dans un paysage politique verrouillé, les contestations sont marginales. Les pays occidentaux, dont les Etats Unis, ont certes protesté contre le changement constitutionnel⁵, le respect apparent des mécanismes permettant le changement de la constitution a permis au pouvoir de Kigali

² RFI, *Rwanda : un référendum constitutionnel sans suspense*, 18 décembre 2015. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20151218-rwanda-referendum-constitution-suspense-enjeux-kagame>.

³ Voir, *RDC Vers un report des élections présidentielles pour cause de recensement*, le carnet de Colette Braeckman, janvier 2015. Disponible sur : <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2015/01/18/rdc-vers-un-report-des-elections-presidentielles-pour-cause-de-recensement/>.

⁴ RFI, *Le Burundi est une sorte de marche d'économie de guerre*, 11 janvier 2016. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/emission/20160111-christophe-thibon-burundi-marche-economie-guerre/>.

⁵ Voir par exemple, John Kirby, *Reaction to Rwandan President's Decision To Run for Third Term*, Press Statement, Spokesperson, Bureau of Public Affairs, Washington, DC, 2 January 2016.

de pouvoir achever sa démarche par une écrasante victoire du « oui » au changement à 98,3%⁶. Ce changement consacre largement le leadership de Paul Kagame. Si la durée des mandats présidentiels passera de 7 ans à 5 ans, la même modification permet au Président en exercice de pouvoir se présenter à un nouveau mandat de 7 ans, puis de pouvoir prétendre à deux nouveaux mandats de 5 ans. Cette réforme sur mesure laisse donc l'opportunité au Président Paul Kagame de se maintenir à la tête du Rwanda jusqu'en 2034.

Malgré des ficelles un peu grosses, personne ne semble avoir ni l'envie ni le courage de s'opposer frontalement à la pérennisation au pouvoir de Paul Kagame. Entre craintes et réels résultats économiques, les rwandais semblent préférer une stabilité politique. Dans ses précédentes recherches IW⁷ a déjà mis en avant le fait que les citoyens rwandais se satisfaisaient d'une amélioration de la qualité d'indicateurs économiques et d'accès à des services élémentaires. Parallèlement, le Président Kagame incarnant une garantie en termes de sécurité pour une société toujours traumatisée par le Génocide, il y a peu de chances de voir des voix internes s'élever publiquement contre la volonté du leader Rwandais. Enfin, malgré les voix qui s'élèvent à l'extérieur, Paul Kagame incarne aussi un « modèle » de leadership africain basé sur une lutte apparente contre la corruption, une politique en faveur de l'investissement. Fin décembre 2015, sans surprise, il a fini par déclarer sa candidature pour sa propre succession⁸. Avec cette décision et comme le décrit le magazine francophone du commerce international, « *l'homme fort du Rwanda pourra ainsi se présenter avec confiance aux élections présidentielles de 2017 et continuer à œuvrer au développement économique de son pays, incarnant la stabilité politique, la lutte contre la corruption et la mise en place d'un climat des affaires protégé* »⁹.

Entre verrouillage démocratique, quadrillage du pays et bons résultats économiques, rien ne semble pouvoir faire obstacle au président Kagame.

La problématique du « glissement » congolais

Au contraire du Rwanda, en RDC tout porte à croire que les risques des contestations violentes sont importants, comme il y en a déjà eu en janvier 2015¹⁰. Sur le plan légal, juridique et légitime, le pouvoir de Kinshasa est bloqué par rapport à l'éventualité d'un troisième mandat du Président Joseph Kabila.

Contrairement au Burundi, il n'y a pas en RDC d'ambiguïté législative sur le nombre de mandats et les modes de scrutins. Après une période de transition qui a permis d'approuver la Constitution Nationale en 2005, Joseph Kabila a été élu une première fois en 2006 puis à nouveau en

⁶ AFP, *Le Rwanda vote la révision de la Constitution permettant un nouveau mandat pour Kagame*, 19 décembre 2015. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/19/le-rwanda-vote-la-revision-de-la-constitution-permettant-un-nouveau-mandat-pour-kagame_4835071_3212.html.

⁷ Impunity Watch, *Perceptions de citoyens sur la transformation de conflits dans la région des Grands (Burundi, Rwanda, République Démocratique du Congo)*, novembre 2014. Disponible sur : http://www.impunitywatch.org/docs/IW_Rapport_Grands_Lacs_%28Nov_2014%29.pdf.

⁸ France 24, *Paul Kagame annonce qu'il se représentera en 2017 pour un troisième mandat*, 1 janvier 2016. Disponible sur : <http://www.france24.com/fr/20160101-rwanda-paul-kagame-candidature-2017-troisieme-mandat-election-presidentielle-referendum-con>.

⁹ Le Magazine Francophone du Commerce International, *Classe Export N° 8*, p.11

¹⁰ En janvier 2015, des manifestations essentiellement à Kinshasa et à Goma sont réprimées dans le sang. Selon un bilan officiel est de 27 morts alors que des ONG parlent de plus de 40 morts suite à la répression. Voir à ce sujet, Jeune Afrique, *RDC : bilan officiel, conséquences politiques...Retour sur les manifestations de janvier*, février 2015. Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/33432/politique/rdc-bilan-officiel-cons-quences-politiques-retour-sur-les-manifestations-de-janvier/>. Voir aussi, Human Rights Watch, *RD Congo : Des manifestations ont fait l'objet d'une répression sanglante*, 24 janvier 2015. Disponible sur : <https://www.hrw.org/fr/news/2015/01/24/rd-congo-des-manifestations-ont-fait-lobjet-dune-repression-sanglante>.

2011. La Constitution n'autorisant pas l'exercice de plus de deux mandats présidentiels, il devrait quitter la présidence en 2016. Cependant, il y a de forts soupçons de voir le Président Kabila être tenté de rester au pouvoir. Déjà en 2013, une tentative de modification de la Constitution avait soulevé un tollé, tant au niveau de l'opposition politique que de la société civile, de l'Eglise Catholique et de la communauté internationale¹¹. Face à cette levée de bouclier, le camp présidentiel avait stoppé sa démarche sans que l'on ne connaisse les détails des changements envisagés. La théorie du « glissement » des échéances électorales a commencé à poindre. L'idée étant de prendre le temps nécessaire pour mettre à jour les fichiers électoraux, intégrant les jeunes majeurs¹². Cette mise à jour prendra un certain temps, surtout si elle doit être conditionnée à l'attente des résultats d'un recensement général de la population. Alors, il serait impossible d'organiser des élections dans les délais constitutionnels, d'où l'idée de « glissement » électoral. Ainsi, le Président pourrait rester quelques années de plus, le temps d'avoir un fichier électoral assaini.

En janvier 2015, lorsque le Parlement a été invité à étudier une proposition de révision de la loi électorale dans le but d'organiser les élections après ce recensement, des jeunes, surtout à Kinshasa, mais aussi à Goma, et dans une moindre mesure à Bukavu, se sont mobilisés dans la rue. Cette contestation s'est soldée par des dizaines de morts et des centaines d'arrestations¹³. Ces jeunes appelés à descendre dans la rue par une partie de l'opposition, dénonçant un « coup d'Etat constitutionnel », scandaient des slogans contre un maintien au pouvoir de Joseph Kabila. La proposition de modification controversée a finalement été retirée¹⁴.

Cependant le pouvoir semble vouloir contourner les obstacles en provoquant un « glissement » du processus électoral. Les mêmes causes ayant provoqué les manifestations violentes de janvier 2015 semblent demeurer, quoique sous d'autres formes, et la tension politique monte de plus en plus. C'est dans ce contexte que la dynamique pour l'Unité d'Actions de l'Opposition Politique Congolaise envisage de protester contre les stratagèmes du pouvoir de Joseph Kabila. A ce titre sous l'impulsion de certaines organisations citoyennes un vaste mouvement de rassemblement sous la bannière du « Front Citoyen 2016 » s'est mis en place en fin d'année 2016¹⁵. Ce front rassemble, comme mentionné, des organisations citoyennes qui se sont déjà mises en avant en janvier 2015 telles que Lucha ou Filimbi, des organisations de la société civile telles que La Voix des Sans Voix, l'Asadho ou la Nouvelle Société Civile Congolaise et des leaders de l'opposition politique comme Moïse Katumbi, dernier gouverneur de l'ex-Katanga, Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale, Félix Tshisekedi, fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, Ève Bazaiba, secrétaire générale du Mouvement de Libération du Congo (MLC, parti de Jean-Pierre Bemba), Martin Fayulu, leader des Forces acquises au changement (FAC). Alors que de son côté la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) n'a pas adhéré à la coalition, cette dernière reconnaît une communauté de vue avec les positions de la Cenco.

¹¹ Jeune Afrique, *RDC : vers un troisième mandat pour Joseph Kabila en 2016 ?*, 2 juillet 2013. Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/169884/politique/rdc-vers-un-troisi-me-mandat-pour-joseph-kabila-en-2016/>.

¹² Voir, *RDC Vers un report des élections présidentielles pour cause de recensement*, le carnet de Colette Braeckman, janvier 2015. Disponible sur : <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2015/01/18/rdc-vers-un-report-des-elections-presidentielles-pour-cause-de-recensement/>.

¹³ Le 21 janvier pendant que ces manifestations se déroulaient, la FIDH dénonçait 42 morts. Quelques semaines après la fin de la contestation, le gouvernement congolais avançait le chiffre officiel de 27 morts, dont 23 à Kinshasa et 4 à Goma.

¹⁴ Colette Braeckman, *op. cit.*

¹⁵ Jeune Afrique, *Présidentielle en RDC : comment le « Front citoyen 2016 » compte faire respecter la Constitution*, 15 janvier 16. Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/294234/politique/presidentielle-rdc-front-citoyen-2016-compte-faire-respecter-constitution/>.

Ce vaste rassemblement inédit en RDC affiche comme objectif clair le respect des limites constitutionnelles et donc l'organisation du scrutin présidentiel en 2016. Le « Front Citoyen 2016 » appelle notamment à la publication le 31 janvier d'un calendrier électoral consensuel, ou au début de l'enrôlement des électeurs le 10 février 2016. Il pose la date du 16 février comme une ligne rouge, date où la conférence épiscopale avait elle-même annoncé une marche pacifique des chrétiens. Bien qu'annulé par l'Église Catholique, l'appel à manifestation est maintenu par le « Front Citoyen 2016 ». Ces développements récents montrent à quel point la situation politique nationale congolaise est tendue à l'aube d'une année de tous les dangers.

En plus des forces vives internes de la RDC, une bonne partie de la communauté internationale a déjà prévenu que si le Président Kabila n'annonce pas clairement qu'il ne va pas essayer de briguer un troisième mandat ou se maintenir au pouvoir au-delà des délais constitutionnels des contestations violentes seront inévitables. Contrairement au Rwanda, un opposant de poids (politique et économique) semble se mettre sur la route du Président Kabila en la personne de Moïse Katumbi¹⁶. Bien qu'il reste en retrait des initiatives de contestations populaires, sa force économique fait de lui une réelle menace pour le clan Kabila. Pour l'heure le temps est au dialogue et à la discussion, ou plutôt aux tentatives de dialogue. Bien que boycotté par l'opposition congolaise, c'est une opportunité que les congolais devraient saisir pour pouvoir essayer de trouver des voies de sorties honorables avant un enlisement de la situation politique. C'est une chance que les burundais n'ont pas su avoir et on voit aujourd'hui la situation du pays. Les obstacles logistiques, les carences du fichier électoral national sont certes des arguments qui vont peser mais qui ne sont pourtant pas insurmontables. Face à l'intransigeance affichée par le camp opposé à Kabila, des concessions vont devoir être faites. Surtout, il faut pacifier le climat électoral et garantir une discussion sans faux-fuyant et intégrant les avis d'une jeunesse prête à se mobiliser. Si les acteurs politiques, économiques et sociaux congolais et internationaux n'arrivent pas à s'accorder sur le meilleur moyen de planifier les prochaines échéances électorales, la RDC risque de faire face à un phénomène de contestations « à la burundaise ».

Le risque de voir l'appareil répressif se mettre en action en cas de mobilisations risque de polariser encore plus les positions, alors que les prémices d'une répétition du scénario burundais se font déjà sentir. Pour rappel, déjà, depuis janvier 2015, Amnesty International annonce, sur confirmation du ministre congolais de la justice, que plus de 200 manifestants ont été arrêtés et emprisonnés. Ils s'insurgeaient contre une probable modification de la constitution. Cette attitude gouvernementale et brutale viole notamment le droit civique de réunion et d'expression, reconnu aux Congolais par la loi principale.¹⁷ Par ailleurs, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) a relevé dans un rapport paru en décembre 2015 « 143 violations des droits de l'homme en relation avec le processus électoral sur l'ensemble du territoire congolais entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2015 ». Ce même rapport pointe les faits que « des membres de partis politiques d'opposition (111 cas) et de la société civile (50 cas) ainsi que des professionnels des médias (22 cas) ont été particulièrement ciblés par les agents de l'Etat, afin de restreindre leurs activités, les intimider, les réprimer en vue de les empêcher

¹⁶ Moïse Katumbi est l'ancien gouverneur du Katanga. Homme d'affaire il a fait fortune dans les activités minières. Ancien allié de Kabila il ne cache plus ses ambitions politiques et brigue la magistrature suprême congolaise. Par ailleurs président du réputé club de football du Tout Puissant Mazembe, il dispose d'un profil qui allie puissance économique, popularité dans la puissante province du Katanga et nationale grâce à ses activités footballistiques. Fort de ses réalisations en tant que gouverneur et de cette puissance, il est craint par une partie de l'opposition congolaise qu'il risque de cannibaliser.

¹⁷ Constitution de la RDC, article 26. Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), adopté le 27 juin 1981, OUA Doc.CAB/LEG/67/3 rev. 5, 21 I.L.M. 58 (1982), entré en vigueur le 21 octobre 1986, ratifié par la RDC le 9 décembre 1982.

ou de les dissuader d'exercer leurs libertés fondamentales. Les principaux auteurs des violations documentées sont les agents de la Police nationale congolaise (PNC) et de l'Agence nationale de renseignements (ANR), agissant souvent en dehors du cadre légal de leurs fonctions »¹⁸.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ce risque de crise en développement prend place dans un contexte d'insécurité chronique et de tensions identitaires permanentes, surtout dans l'Est de la République et les deux provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu. La présence constante de groupes armés est un abcès dont n'arrive pas à se défaire la RDC et les tensions ethniques sont très fortes. Récemment, dans une communication au Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies a rappelé la persistance de la présence des groupes ADF et FDLR dans le Nord Kivu. La ville de Beni et sa région souffre d'attaques répétées des ADF depuis 2014 causant la mort de plus de 500 civils et le déplacement de 10.000 personnes. La région de Lubero est quant à elle victime de la présence des FDLR qui s'opposent aux milices Mai Mai. Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC relève ainsi le risque de « voir la situation s'empirer à Lubero en un conflit interethnique ouvert entre les communautés Hum et Nande » Il relève par ailleurs que « cette dynamique pourrait facilement déclencher des violences dans les territoires voisins où la concurrence sur la terre entre autorité coutumière a déjà accrues tensions. » Enfin, il précise que « les rapports faisant état d'un accroissement de recrutements dans des groupes d'auto-défense à base ethnique sont des signes inquiétants, et la prochaine période électorale pourrait encore politiser et instrumentaliser ces groupes sur le terrain »¹⁹. La cumulation des problèmes sécuritaires « structurels » de la RDC avec le risque conjoncturel des élections à venir sont inquiétants. Face à l'incapacité de pouvoir assurer la sécurité habituelle aux citoyens de l'Est de la RDC, la pression des réfugiés Burundais sur le territoire et enfin la présence de groupes d'opposition armés dans le Sud Kivu, 2016 devient l'année de tous les dangers et de toutes les manipulations possibles.

Tous ces éléments cumulés font de la RDC une sorte de marmite couverte prête à déborder. L'exemple burundais devrait pourtant montrer que maintenir le couvercle sur cette marmite est la pire des solutions et chacun doit pouvoir trouver un moyen de relâcher de la pression. La dernière chance est donc cette initiative de dialogue, mais encore faut-il qu'elle soit sincère et que tous les acteurs soient prêts à y participer sans faux-semblant.

Pour ces deux pays, la tournure que prend la crise au Burundi fait craindre de plus en plus des violences graves avec des répercussions directes et indirectes sur la sous-région, en plus de ce que représente déjà comme impact la présence des réfugiés burundais, civils et militaires confondus. Les rôles souterrains²⁰ que peuvent jouer les Etats sur la crise burundaise ne font qu'amplifier les risques de régionalisation du conflit, même s'il s'agit ici d'une ligne rouge qu'aucun pays ne semble en mesure de pouvoir franchir, se cantonnant dans des déclarations d'inimitiés diplomatiques.

¹⁸ BCNUDH, *Rapport du bureau conjoint des nations unies aux droits de L'homme sur les Droits de l'homme et les Libertés Fondamentales en période pré-électorale en République Démocratique du Congo, entre le 1^{er} Janvier et le 30 septembre 2015*, décembre 2015. Disponible sur : <http://monusco.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=3OlpColvGVA%3d&tabid=11243&mid=14383&language=fr-FR>.

¹⁹ MONUSCO, 'Very real risk of violence' looms over DR Congo elections, senior UN official warns, 14 January 2016. Disponible sur : <http://monusco.unmissions.org/Default.aspx?tabid=10662&ctl=Details&mid=14594&ItemID=21655&language=en-US>.

²⁰ Voir par exemple à ce sujet les accusations d'entraînement militaire qui sont de plus en plus porter à l'endroit du Rwanda et que certains journalistes ou organisations internationales semblent étayer. Refugees International, *Asylum Betrayed: Recruitment of Burundian Refugees in Rwanda*, Field Report, 14 December 2015. Disponible sur : <http://static1.squarespace.com/static/506c8ea1e4b01d9450dd53f5/t/566b3f97c647adfeec2374e5/1449869207555/20151214+Rwanda.pdf>.

II. Perceptions et Opinions des Jeunes du Rwanda et de la RDC sur la Crise au Burundi

Des citoyens Burundais qui défendent leurs droits

Globalement les trois groupes de jeunes rencontrés au Rwanda, au Nord Kivu et au Sud Kivu, estiment que la crise est en lien avec la défense de principes démocratiques²¹.

Tous ces jeunes connaissent les éléments sur lesquels se fondent la crise : les différentes lectures des articles et textes légaux (Constitution et Accord d'Arusha) qui semblent entretenir un flou à l'origine des points de désaccords. Pour eux, la raison première des manifestations qui ont été le point de départ de l'enlisement de la situation sur le terrain, a été soit de défendre la Constitution, soit la démocratie, à travers une mobilisation contre la candidature pour un troisième mandat du Président de la République, Pierre Nkurunziza.

Au Rwanda, on ajoute à cet aspect, la mauvaise gouvernance et la pauvreté du Burundi qui seraient la conséquence d'un *gouvernement qui ne lutte pas pour le développement du peuple*. Ainsi, ces *problèmes socio-économiques* viennent s'ajouter à une forme de *réclamation de la démocratie par la population Burundaise*. Les autres facteurs aggravants, à leurs yeux, sont la *manipulation des identités*, mais aussi le *groupe des jeunes pro-gouvernementaux que sont les Imbonerakure*. Tous ces facteurs ont donc provoqué des *manifestations de citoyens urbains, surtout les jeunes chômeurs et les femmes, contre l'absence de la démocratie car la population ne veut plus du gouvernement actuel à cause de la mauvaise gouvernance*. Cette contestation est menée par *les leaders de l'opposition politique*.

Au Sud Kivu, les jeunes interrogés estiment que le pouvoir entretient un *flou autour des textes légaux*. Ces manifestations étaient axées sur le fait que *les Burundais ne veulent pas que la Constitution soit violée*, et elles se cristallisent donc autour de la candidature pour un 3^{ème} mandat du Président en exercice. De plus, ce groupe estime que *le peuple ne trouve pas son compte dans la gestion du pouvoir en place et que le peuple a besoin d'alternance au pouvoir*, tout en reconnaissant que l'opposition joue un rôle car *elle veut briguer le pouvoir*. Cette contestation est menée selon eux par *la société civile dans sa pluralité (Eglise, ONG de défense des droits de l'homme, les organisations syndicales, les étudiants, les jeunes, ...) et l'opposition politique*.

Au Nord Kivu, le groupe de jeunes estime de son côté que ce qui se joue aujourd'hui au Burundi est *une crise politique avec pour toile de fond la question de la 3^{ème} candidature de Pierre Nkurunziza*. Malgré tout, cette crise peut apparaître de prime abord comme une *mobilisation des populations Tutsi qui rejettent le Président de l'ethnie Hutu*. Pour autant, si ces jeunes estiment que ce n'est pas une crise profondément ethnique car, selon eux, les plus farouches opposants sont Hutu, *plus elle durera, et plus elle pourrait le devenir*.

Ces jeunes du Nord Kivu ont été plus exhaustifs sur la composition de cette opposition au troisième mandat du Président de la République que ne l'ont été leurs voisins. En effet, s'ils estiment que c'est un collectif « *Anti 3^{ème} mandat* », composé de *l'opposition et de la société civile* qui mène la

²¹ Comme indiqué dans l'introduction du document, vous trouverez dans cette partie *en italique* les propos qui sont ceux tirés des groupes de discussion.

contestation, ils y associent *certaines militaires qui ont monté un coup d'Etat*. Les jeunes et les femmes constituent à leurs yeux le gros des troupes qui ont gonflé les *manifestations pacifiques*. Ils relèvent aussi que *l'Eglise Catholique a été catégorique en ne se déclarant pas favorable au troisième mandat*, tout comme les organisations de défense des droits de l'Homme. Ils savent aussi que tous les anciens chefs d'Etat Burundais en vie (Sylvestre Ntibantunganya, Domitien Ndayizeye, Jean Baptiste Bagaza et Pierre Buyoya) ont publiquement exprimé leur désapprobation de la candidature de Pierre Nkurunziza. Ils relèvent également que les *médias privés indépendants ont servi à la mobilisation contre le Président en exercice*, tout en notant que la *Radio Télévision Nationale soutient le Président*. Suite à la réduction au silence des médias privés on assiste à un *musellement de l'opinion*.

Les jeunes des deux pays, y compris le Rwanda, ont une opinion assez positive des manifestations qui ont eu lieu dans le pays. Au Rwanda si on reconnaît leur utilité, car étant un moyen de *lutte contre l'injustice et pour exprimer les mécontentements*, elles sont aussi un moyen de contester ou de *s'exprimer lorsque d'autres moyens de négociation ont échoué*. Au Sud Kivu comme au Nord Kivu, les jeunes rencontrés pensent même que ces manifestations *sont bonnes et à encourager* car elles permettent au peuple de *recouvrer ses droits constitutionnels* ou parce qu'il est *légitime de manifester de façon pacifique pour évoquer le problème et trouver la solution*.

Pour les jeunes réunis à Bukavu, ces manifestations sont *la traduction exacte de la liberté d'expression*. Elles peuvent aussi permettre *aux dirigeants d'améliorer leur mode de gestion et empêchent les dirigeants africains de se pérenniser au pouvoir*. Cependant, ils reconnaissent qu'elles peuvent être mauvaises car elles sont toujours accompagnées de *dégâts humains et matériels*.

A Goma, les jeunes réunis ont estimé que les *gouvernants ont raté une occasion d'enraciner la démocratie*. Si ces manifestations ont permis de *faire comprendre aux gouvernants la nature du problème*, elles se sont heurtées à une violente répression de la part d'une police en *favor du statut quo*. En conséquence, beaucoup de jeunes ont dû *braver la mort pour exprimer leurs opinions politiques* et la population a pu *perdre la confiance en soi* du fait de cette répression. Cependant, ceci montre à leurs yeux le *besoin d'alternance au Burundi*. Enfin, les jeunes ont noté que *la population rurale s'est tenue en retrait* de ces manifestations, ce qui prouve le besoin à leurs yeux de *sensibiliser les campagnes et de vulgariser les textes de lois*.

Les craintes d'une régionalisation de la crise

Tous ces jeunes reconnaissent des conséquences sur leur pays, même si ces conséquences sont à des degrés divers.

Au Rwanda, on estime qu'il y a *une surpopulation accrue* suite à l'arrivée des réfugiés. Ils expriment une crainte quant au fait que *des membres des FDLR puissent s'infiltrer parmi les réfugiés Burundais*. Aussi, ils estiment que cette crise a pour conséquence *l'augmentation de responsabilité* de leur pays parce que *le Rwanda doit se préparer pour bien accueillir et protéger les réfugiés Burundais* et parce que ce phénomène engendre *des problèmes socio-économiques* car *le pays n'avait pas prévu de s'occuper de cette crise*. Ce phénomène est amplifié à leurs yeux par le fait que *le mouvement de personnes (surtout des businessmen et des étudiants) entre les deux pays est affaibli*. Ils constatent *une augmentation des vols dans les champs* qui se trouvent aux alentours des camps de réfugiés. Enfin, ils sont aussi conscients que *cette crise peut provoquer un conflit politique entre le Rwanda et le Burundi*.

Du côté du Sud Kivu, on estime que cette crise a pour conséquence un phénomène *d'occupation injuste des terres des autochtones par les réfugiés* et que cette arrivée de Burundais *accroît une forme de promiscuité*. D'un point de vue économique, ils estiment qu'il y a un *arrêt du trafic transfrontalier entre le Burundi et le Congo (Kinshasa)* et qu'en conséquence, *le coût de vie devient élevé*. Enfin, ils pensent que la crise au Burundi peut avoir comme effet une sorte de *contagion mentale du point de vue idéologique dans la revendication*. Cette situation engendre de *l'insécurité dans les régions frontalières*.

A Goma, on se montre inquiet des conséquences de la crise burundaise sur la RDC. Ainsi, les jeunes affirment qu'« *on ne doit pas se réjouir quand la case du voisin brûle* » dans le sens qu'*une telle crise pourrait se passer en RDC par effet de contagion si le Président n'y prend pas garde et agit comme celui du Burundi*. Sur le plan social, beaucoup *d'étudiants congolais qui étudiaient à Bujumbura sont réduits au chômage*. Ils estiment aussi que *les mouvements des populations ont surement des conséquences néfastes en occasionnant des maladies, la famine, des difficultés de survie, une précarité dans le logement des réfugiés etc.*

Du point de vue économique, il y a *un manque à gagner pour la R.D. Congo*. En effet, il y a *des transactions commerciales qui sont freinées suite à l'insécurité*. Les activités économiques, surtout *le trafic sur le lac Tanganyika* entre le Burundi, la R.D. Congo et la Tanzanie, et *les activités de pêche le long des côtes de ce lac* sont aussi affectées.

Cependant ils reconnaissent un point positif de la crise, car elle *permettra aux congolais de commencer à réfléchir autrement* : « *C'est à nous les congolais de tirer profit et de prévenir la crise, en prenant des précautions* ».

Sur la question spécifique de l'arrivée de populations burundaises dans leurs pays, les jeunes pensent qu'elle a des conséquences négatives, surtout pour le Rwanda et le Sud Kivu. Au Rwanda, on estime qu'il y a *une baisse des activités économiques entre les deux pays*. Mais aussi, ils constatent une *augmentation de la prostitution, surtout en ville*. Enfin, ils voient *une surcharge dans les domaines de santé ou d'éducation*, alors que le pays n'est pas forcément prêt à cela.

Les jeunes interrogés à Bukavu estiment que *cette situation les affecte négativement*. A leurs yeux ces mouvements de population engendrent de *la mendicité chez les arrivés et de la prostitution* qui favorisent le *développement de maladies*. Aussi, ils pensent que cela *accroît le phénomène de chômage* et ils craignent *l'augmentation des milices ou bandes armées étrangères sur leur sol* comme base arrière pour une action armée contre le gouvernement burundais.

A Goma, les jeunes reconnaissent de leur côté que c'est la région frontalière avec le Burundi qui est le sud du Sud Kivu qui est plus affectée par le déplacement des populations du Burundi. *Vu de Goma, très peu de gens, hormis les commerçants, ressentent directement cette crise* en termes de mouvement des populations, étant donné la distance qui sépare les deux pôles.

Les processus électoraux à venir

Dans le contexte des processus électoraux à venir en République Démocratique du Congo (2016) et au Rwanda (2017) où les questions de changement de Constitution et de troisième mandat pour les présidents Kagame et Kabila se posent, il est important de voir si les jeunes rencontrés font des parallèles entre la situation qui prévaut au Burundi et leurs contextes nationaux.

Ainsi, au Rwanda les jeunes pensent qu'*il n'y a pas de similarités*. A leurs yeux, *les Burundais sont surtout mécontents parce que leur gouvernement n'a pas pu changer la vie de la population au niveau*

économique alors que la population Rwandaise est contente de sa gouvernance parce qu'à travers son gouvernement, elle a vu des améliorations concrètes de ses conditions de vie.

Cette vision idéalisée de la situation ne se retrouve pas nécessairement en RDC. Les jeunes du Sud Kivu pensent qu'un rapprochement est à faire autour de la question de mandat présidentiel. Ils voient un parallèle entre les tentatives des Présidents en exercice dans les deux pays de se représenter aux élections. Ils estiment que les conséquences sont et seront les mêmes, à savoir une révolte du peuple, des actes d'intimidation, des arrestations, des enlèvements. Dans une certaine mesure, cette situation devient déjà apparente en RDC.

Au Nord Kivu, les jeunes ont relevé une longue liste de similitudes entre les deux pays. D'abord, il y a une tentative et une volonté de modification de la Constitution dans les deux pays qui a déjà produit les mêmes événements de soulèvement populaire, notamment avec les manifestations qui ont été observées en janvier 2015 à Kinshasa ou à Goma. Ces manifestations ont eu un effet de tâche d'huile pour les Burundais qui y auraient vu une façon de contester la décision de manipuler la Constitution. De plus, ils constatent que les deux Présidents ont régné après des troubles dus aux rebellions. Ils sont tous les deux jeunes et tiennent leur pouvoir des accords signés entre belligérants. Ils viennent de faire tous deux, deux mandats au pouvoir. Enfin, à leurs yeux, il s'observe une sorte de défiance généralisée des populations à l'égard du chef. Par ailleurs, pour eux, il se profile un glissement du pouvoir au Burundi vers des institutions de transition, alors que c'est ce qui se prépare au Congo avec la tentative d'aller au-delà du délai prévu par la Constitution.

Cependant, ces jeunes ont aussi fait une longue liste d'éléments qui différencient les deux contextes. Tout d'abord, à leurs yeux, Nkurunziza appartient à la communauté Hutu du Burundi qui est majoritaire et forte alors qu'en RDC, il y a plus de 473 tribus derrière lesquelles le Président ne pourrait pas s'identifier. Ils estiment également que l'opposition politique est forte au Burundi, alors qu'en RDC, elle est une marionnette car on la voit travailler aux côtés du pouvoir. Aussi, la position géographique et géostratégique des deux pays est nettement différente. La RDC est riche en ressources alors que le Burundi est pauvre sur l'échiquier mondial. Autre différence à leurs yeux, au Burundi, les parties sont en conflit autour de la candidature du Président à cause du flou dans l'interprétation de la Constitution et des Accords d'Arusha pour briguer un troisième mandat, alors qu'en RDC, il n'y en a pas car les textes ne s'y prêtent pas et sont clairs sur la question du nombre de mandats et les modes d'élection. De plus, ils relèvent le comportement des femmes responsables de la CENI au Burundi qui ont prouvé qu'il y avait des menaces sur elles et qui ont démissionné et fuit en dehors du pays, alors qu'en RDC aucune personne ne démissionne quand il trouve que des actes vont à l'encontre de l'intérêt supérieur de la nation.

Ils estiment d'une part que la population congolaise (surtout les jeunes et les femmes) est facilement manipulable, tandis que les jeunes et les femmes burundais/es ont accepté de mourir et n'ont pas abandonné leur lutte. D'autre part, la société civile congolaise est déstructurée et ne représente pas convenablement la population. Elle n'est pas ferme dans ses prises de position car elle semble se rallier du côté du gouvernement, tandis qu'au Burundi, on voit bien une société civile avec une position radicale.

Une fois ce constat effectué, la question a été posée de savoir si un scénario similaire à celui du Burundi pourrait se répéter au Rwanda et en RDC.

Si au Rwanda les jeunes se demandent ce qui se passera pendant les élections de 2017, ils estiment peu probable le fait qu'une telle crise puisse se produire chez eux. Ainsi, d'après eux les rwandais viennent de la situation très délicate « du Génocide ». De ce fait, ils ne veulent pas de quelque chose qui peut déstabiliser la sécurité et l'unité nationale qui ont été si difficiles à obtenir. Cette réponse confirme le poids du Génocide qui pèse sur la société rwandaise. On voit d'ailleurs que ce sont des aspects similaires qui ont été évoqués dans les quartiers et les zones du Burundi qui ont résisté aux phénomènes récents de

violences²². Les traumatismes d'un passé encore présent semblent tenir la situation bien plus que les questions politiques. A ceci près que les Rwandais insistent sur le caractère positif de l'action de leurs gouvernants sans que cela soit systématiquement le cas au Burundi. Comme toujours avec le Rwanda, il est difficile d'évaluer la profondeur de telles déclarations dans le contexte d'un pays exerçant un fort contrôle sur sa population, tout comme il est difficile d'évaluer la différence qui pourrait exister entre la reprise d'un discours officiel et l'opinion profonde des personnes interrogées. Cependant, il est certain que *la sauvegarde d'une sécurité conjuguée aux traumatismes du Génocide de 1994* relègue au second plan les questions de libertés politiques tant que la situation économique est dans une phase d'amélioration et de croissance.

A Bukavu, les jeunes pensent que pour l'instant, *il est difficile de se prononcer. Le président Kabila n'a pas encore clairement exprimé sa volonté de se maintenir au pouvoir pour cinq années supplémentaires. Mais si tel est le cas, ils pensent qu'un scénario similaire peut se répéter. D'abord parce que le Burundi et la RDC sont des pays voisins avec une culture presque semblable et des modes de vie en commun, mais aussi parce qu'ils pensent que tout comme les Burundais, les Congolais ont conscience de leur misère et vont chercher à se libérer.*

Dans le même sens, les jeunes du Nord Kivu rencontrés estiment que *la population congolaise est en train de comprendre que c'est elle-même qui devra lutter pour sortir du chaos et que si le peuple montre la même détermination qu'en janvier 2015, il finira par gagner le combat politique. Pour autant, ils pensent que si les congolais demeurent aussi passifs qu'ils le sont d'habitude il y a un risque de voir le Président gagner son pari de changer la Constitution pour se maintenir au pouvoir, surtout d'ailleurs parce qu'ils pensent que les jeunes et opposants sont facilement manipulables. Toutefois, à leurs yeux, il faut tirer les leçons de la situation burundaise, s'en inspirer et voir où tirer des éléments de renforcement pour la réussite, ceci étant dit dans le sens de la défense de la Constitution. C'est important à leurs yeux car il est fort probable de voir un phénomène de manifestations disant « non à Kabila » en cas de forçage de sa part mais avec le risque qu'elles ne soient peu ou pas canalisées. Enfin, ils redoutent la mise en place d'une transition prolongée avec Kabila à la tête en violation des textes établis.*

Pour prévenir de tels risques, les Rwandais estiment qu'il faut que *des dialogues réguliers* soient mis en place entre les peuples et leurs dirigeants. Il faut que tout le monde *respecte les lois établies dans les intérêts de tous*. Enfin, *il faut éduquer la population en ce qui concerne les lois et les droits humains*. En effet, ces jeunes réunis à Kigali ont estimé que *les pays africains ne sont pas encore réellement démocratiques, surtout du fait de dirigeants trop égoïstes*. Ils ne cherchent pas les intérêts de la population et du pays en général. De l'autre côté, ils estiment que *la population n'a pas la maturité pour s'exprimer pacifiquement et publiquement : elle est maintenue dans le cercle de la pauvreté, ce qui amène des conflits incessants*. A leurs yeux, *le peuple africain devrait mettre en évidence ses propres intérêts pour un futur meilleur, car tant qu'un pays n'a pas encore eu une stabilité durable dans tous les domaines, la Constitution peut être changée suivant la situation existante*.

Les jeunes congolais du Sud Kivu estiment quant à eux que *les dirigeants doivent accepter de quitter le pouvoir de manière civilisée* et les politiciens doivent savoir que *quand on choisit la voie démocratique, on doit en respecter les principes*.

A Goma, les jeunes ont estimé en premier lieu *la nécessité pour le Président de ne pas vouloir briguer un troisième mandat*. Si tel est le cas, il y a peu de risques de voir une telle crise se dérouler. Ces jeunes expriment sans le dire la crainte de voir au nom des contraintes budgétaires liées à l'organisation du

²² Impunity Watch, *Burundi : La citoyenneté en crise*, Great Lakes Dispatches, Numéro 1, août 2015. Disponible sur : [http://www.impunitywatch.org/docs/IW_Great_Lakes_Dispatches_\(Numero_1_-_Aout_2015\).pdf/](http://www.impunitywatch.org/docs/IW_Great_Lakes_Dispatches_(Numero_1_-_Aout_2015).pdf/).

processus électoral sur l'ensemble du territoire congolais, un glissement au-delà des limites constitutionnelles qui aboutirait de fait au maintien au pouvoir de Kabila à travers des organes de transition pour un temps indéterminé, tout en évitant l'écueil d'une tentative de changement de la Constitution. Pour contourner ce risque, ces jeunes estiment qu'il faut prioriser les élections à tenir en 2016, pointant les présidentielles quitte à repousser les élections locales (communales et provinciales) qui ont déjà été reportées par le passé. On retrouve ici une rhétorique proche de l'opposition et de la société civile congolaise.

De plus, ils estiment qu'en relation avec ces risques, *les jeunes et les femmes doivent être informés de tous les tenants et les aboutissants de ce qui se joue en RDC. Ces groupes doivent être sensibilisés sur les bienfaits et la nécessité de l'alternance politique.* Ces jeunes qui d'après leur lecture, ont vu dans la crise burundaise *l'expression de cette volonté de changement*, pensent donc que *les congolais doivent se référer à la mobilisation burundaise.* S'ils pensent aussi que *les gouvernants doivent être convaincus sur la nécessité de respecter les textes, les médias et la société civile doivent assumer leur rôle d'information à la population sur les enjeux électoraux par la mise en place de cadres de dialogues permanents, permettant la circulation de l'information et le maintien d'un éveil citoyen.*

D'autre part, ces jeunes pensent que *la nomination d'une personnalité indépendante pour la supervision, l'organisation et la préparation d'élections d'ici la fin 2016 est une nécessité absolue.*

Enfin, *la police et l'armée doivent être en mesure de garantir la sécurité de tous les citoyens sur l'ensemble du territoire national congolais.*

Comment résoudre cette crise ?

Finalement, en conclusion de la discussion qui a eu lieu dans les trois villes, la question a été posée de savoir comment arriver à une solution pacifique à la crise Burundaise. Alors que vu du Burundi, la situation peut paraître inextricable par les jeunes nationaux, leurs frères de la région peuvent peut-être les aider à explorer des pistes de solutions.

A la question de savoir qui peut régler la crise Burundaise, les jeunes des trois groupes ont tous répondu que c'est d'abord *aux Burundais eux-mêmes.* Les Rwandais estiment que *le Président et son gouvernement avec le soutien du parti CNDD-FDD au pouvoir sont des acteurs clés pour la résolution de la crise.* Ils pensent catégoriquement que *le président doit céder le pouvoir et que c'est au parti présidentiel de présenter un autre candidat.* *La région et la communauté internationale doivent aussi avoir un rôle clé car le Burundi fait parti de ce concert des Nations.* Mais cette action doit se faire *dans le sens de faire pression sur le Burundi* et pourrait s'exprimer *par la mise en place d'un embargo contre le pays.* Enfin, *les citoyens Burundais doivent se rapprocher car ils sont les premières victimes de telles crises.* Cependant, *si tous les moyens pacifiques ne fonctionnent pas, alors les citoyens Burundais doivent forcer pour que le Président actuel réagisse dans les intérêts de tous.* Cette affirmation énigmatique peut laisser la porte ouverte à toutes les interprétations, y compris les plus belliqueuses. *Le Rwanda peut jouer un rôle à leurs yeux pour la résolution de la crise, d'abord en intercedant auprès du Président pour qu'il accepte de se retirer, mais aussi en essayant de convaincre les autres membres de la CEA dans le sens d'un dénouement de la crise.*

Aussi, si l'on donnait la possibilité à ces jeunes de s'adresser aux responsables politiques, *ils s'adresseraient au Président Nkurunziza et lui demanderaient de céder le pouvoir.* Ils s'adresseraient également au parti CNDD-FDD pour lui demander de *laisser le pouvoir aux autres partis politiques.* Enfin,

ils s'adresseraient à la *communauté internationale afin qu'elle agisse pour la protection des populations burundaises.*

Les jeunes du Sud Kivu de leur côté adressent en premier *leurs recommandations au gouvernement Burundais, dans le sens d'instaurer un dialogue sincère avec toutes les forces vives et le opposants du pays.* Aussi, la *communauté internationale doit s'impliquer directement dans la recherche des solutions au lieu d'assister impuissamment à la crise.* La société civile doit aussi être active surtout dans le sens *d'organiser des sensibilisations à la cohabitation pacifique.* Enfin *les partis politiques et les leaders d'opinions doivent jouer un rôle pour apaiser la situation.*

Dans ce sens, *la République Démocratique du Congo peut éventuellement jouer un rôle de médiation mais aussi s'organiser pour l'accueil adéquat des réfugiés burundais.* Malgré tout, ce n'est que par *la médiation des conflits qu'on pourra à leurs yeux sortir de cette crise.*

Si ces jeunes avaient la possibilité de s'adresser aux responsables politiques, ils en profiteraient pour tenter de *convaincre le camp présidentiel de laisser le pouvoir en respectant les textes légaux.* La CENI *aurait dû rejeter la candidature du Président qui veut se maintenir au pouvoir.* Surtout ces jeunes demanderaient à *ces responsables politiques d'avoir la culture de l'alternance au pouvoir et d'assainir l'environnement politique pour favoriser des modes de vie communs.* Enfin ils insistent sur le fait que *ce genre de crise ne profite finalement pas au pays et que chaque partie doit répondre de ses actes.*

Pour les jeunes du Nord Kivu, ils insistent sur le fait que c'est aux *Burundais eux-mêmes de régler la crise.* En effet, ils n'ont pas encore eu l'occasion *de dialoguer sincèrement entre eux* (les acteurs clés dans la crise : certaines organisations de la société civile, les opposants, le pouvoir en place, les anciens Présidents). Pour cela ils doivent être accompagnés de la SADEC, de la CIRGL, la Communauté Est Africaine.

En ce qui concerne les actions à mener, des tendances sont ressorties. Pour les uns, *il faut sanctionner Nkurunziza par les urnes* comme il ne veut pas retirer sa candidature. Malgré tout, il faut travailler sur *la conscience du peuple burundais de façon à faire d'elle une communauté humaniste.* Pour les autres, il faut tout simplement *arrêter le processus électoral.* A leurs yeux, *les élections ne doivent pas ou n'auraient pas dû se tenir dans ces conditions.* De ce fait, *une transition s'impose pour que des élections crédibles soient organisées.* A terme, *le dialogue doit être permanent.* Ils pensent aussi qu'on devrait *organiser un sondage d'opinion avant d'organiser les élections.* D'un point de vue technique, il faut *choisir une commission électorale qui soit réellement indépendante car il y a la suspicion que les commissaires actuels contribuent à tronquer les résultats des élections.*

Sur le rôle de leur pays dans la résolution de la crise, ces jeunes pensent que *l'Etat congolais a peu de chances d'influencer le Burundi,* en se référant à *la faiblesse du leadership et de la diplomatie congolaise,* ainsi qu'aux similitudes entre les deux pays. Ils considèrent que *les Congolais n'ont pas de leçons à donner aux Burundais.* Cependant, il pourrait y avoir *une ouverture par le canal des organisations des sociétés civiles* qui, elles, ont le pouvoir d'influencer les organisations burundaises, ainsi que *les grandes Eglises se trouvant dans ces deux pays.*

Enfin, d'une manière ou d'une autre, *la RDC peut constituer une menace contre le pouvoir de Nkurunziza, d'autant plus que c'est à partir du Congo qu'il a lui-même constitué sa force par le passé.* Cette *menace de voir le territoire congolais comme une base arrière d'un futur groupe armé peut être une opportunité pour la RDC d'influencer un tant soit peu le pouvoir de Burundi.*

Toutes les recommandations qui peuvent être faites doivent être adressées *au peuple burundais qui doit s'approprier les Accords d'Arusha et la Constitution* afin d'exiger leur mise en application. De manière spécifique, les jeunes s'adressent *aux femmes urbaines pour qu'elles étendent leurs actions vers celles se trouvant à la campagne.*

Le Président Nkurunziza doit respecter les textes pour sortir honorablement comme ses prédécesseurs et surtout en honneur à sa carrière de militaire. La CEPGL doit de son côté être impliquée pour faire appliquer les règles du jeu. Les Chefs d'Etat de la région des Grands Lacs ont la capacité de conseiller le Président burundais et doivent le faire. La communauté internationale et les bailleurs des fonds *doivent faire pression pour le maintien de la paix.* La CENI doit réellement publier la vérité des urnes. Enfin, la société civile doit faire un travail de conscientisation sur le bien-fondé de l'alternance au pouvoir.

Si ces jeunes avaient l'opportunité de parler aux acteurs de la crise burundaise, ils s'adresseraient d'abord au *Président de la République.* Il placerait la question sur le plan de *l'honneur que ce serait de pouvoir transmettre le pouvoir pacifiquement, surtout après avoir tant donné au pays.* En tant qu'*Homme forcément perfectible,* d'autres pourraient alors combler les éventuelles lacunes de son exercice du pouvoir. Ils lui demanderaient *de ne pas agir égoïstement et de penser aux aspirations et bonheur de sa population.* Ces mêmes jeunes conseilleraient au Président de se choisir un « Dimitri » (référence au président Poutine qui avait laissé la présidence à Dimitri Medvedev tout en continuant à tenir les rennes du pouvoir Russe).

Ces jeunes interrogeraient le Président *sur le caractère démocratique de son pays* en demandant que si c'est le cas, *il devrait être convaincu de l'intérêt de l'alternance.* Ces mêmes jeunes en profitent pour s'adresser à Lambert Mende, porte-parole du gouvernement congolais, en lui demandant *s'il n'a pas honte de mentir publiquement sur les médias.* On peut malgré tout s'interroger sur le fait de savoir si ces opinions de ces jeunes sur le Burundi s'appliqueraient pour leur propre pays, ou si en parlant du Burundi, ils ne parlent pas plutôt de la RDC.

III. Conclusion et pistes de réflexions

En conclusion, on peut retenir de cette série de focus groups organisés au lendemain de la mobilisation burundaise, à un moment où le conflit n'était pas encore autant militarisé qu'aujourd'hui, une certaine forme de reconnaissance de l'action de la jeunesse de Bujumbura. Si les contextes nationaux pèsent sur les points de vue de ces différents jeunes, on voit clairement en filigrane des informations recueillies les héritages du passé et les dynamiques transnationales. Cette année 2016 va voir la crise burundaise muter vers une forme durable (La paix ? La guerre ?) en même temps que le débat Congolais clarifiera l'orientation prise pour le processus électoral annoncé en fin d'année. A ce titre, cette année est capitale pour la RDC mais *in fine* pour la région toute entière. Aussi, les regards se tournent de plus en plus vers le Rwanda et son rôle souterrain dans la crise burundaise, mais aussi autour des grosses ficelles tirées par le président pour se maintenir au pouvoir. Bien que contrôlé à l'interne, les frontières du Rwanda ne sont pas imperméables et on peut aussi s'interroger sur les conséquences réelles de la crise burundaise sur l'ensemble du corps social rwandais mais surtout sur les conséquences éventuelles d'une deuxième crise frontalière en cas de scénario du pire en R.D.Congo.

Après une année 2015 qui a vu l'enlèvement du Burundi, 2016 est un nouveau défi pour les décideurs politiques nationaux, internationaux et pour les acteurs de paix. Ce défi consiste à éviter un enlèvement régional. Alors que les acteurs internationaux n'ont pas su endiguer la crise burundaise, on peut légitimement s'interroger sur leur capacité à prévenir une crise régionalisée. C'est pourtant l'enjeu qui se dessine à l'horizon. Les points de vue récoltés auprès des jeunes du Nord et du Sud Kivu laissent penser qu'en cas d'impasse politique, cette jeunesse se mobilisera comme on l'a vu au Burundi.

Alors que pour la première fois de son histoire le Burundi expérimentait des modes de revendications non violents, le pays a inexorablement abouti à une nouvelle militarisation et glisse vers la guerre. Malgré la tournure militaire qu'a pris la mobilisation burundaise, c'est un cap qui a été franchi dans la région dans l'exercice démocratique de revendications de ses droits. Les risques de répétition d'un scénario mobilisation/répression/militarisation est fort avec le phénomène amplificateur d'une région où les armes circulent. De même, l'absence de perspectives économiques, mais aussi les risques « structurés » liés aux manipulations basées sur l'identité ethnique sont des facteurs aggravants, du moins pour la RDC. Ces derniers sont en partie dus à des tensions non résolues héritées d'un passé non traité et d'un tissu social fragile. Plus que jamais, les acteurs régionaux doivent s'interroger et évaluer la situation burundaise en toute sincérité afin de ne pas répéter les mêmes erreurs qu'au Burundi.

Il est important de rappeler ici qu'arriver à résoudre la crise du Burundi peut envoyer un signal que les droits des citoyens sont plus importants que les intérêts d'hommes forts, et avoir des effets positifs pour la démocratisation et la transformation des conflits dans toute la région.

Les craintes légitimes de ces jeunes de voir un conflit régionalisé se développer sont réelles et fondées. Alors que les conflits locaux sont à nouveau à la hausse, par le passé ils ont toujours suscité des tensions entre les différentes communautés (ethnique, nationale, etc.) de la région. Ces tensions qui ont à leur tour attisé les tensions politiques et d'autres basées sur l'identité qui trouvent un champ d'expression dans le contexte d'une violence plus répandue. Partant de là, ce risque doit être évité.

Enfin, la peur continue de la violence, les leaders qui agissent en toute impunité, et les autres facteurs de frustrations montrent que l'Etat de droit et la création de normes démocratiques doivent encore s'enraciner au sein des élites politiques de la région des Grands Lacs. Paradoxalement, alors que c'est en partie en raison d'une culture de l'impunité enracinée qui empêche des transformations au sein de ces élites, les citoyens sont clairement prêts (à certains égards) pour une nouvelle forme de gouvernance dans la région.

Face à ces éléments mentionnés précédemment qui peuvent être interprétés comme une menace pour la paix, nous recommandons que les gouvernements, les acteurs politiques, de la société civile, internationaux et régionaux s'interrogent sur les causes, les conséquences et les leçons de la crise Burundaise dans le sens de prévenir l'éventualité d'autres crises similaires et de pouvoir faire du slogan « des réponses africaines aux problèmes africains » une réalité. Cette réflexion doit viser :

- i. **Les pouvoirs politiques de la région, en particulier celui de la République Démocratique du Congo, pour qu'ils s'engagent dans une dynamique visant à prévenir le risque de violences.** Les mobilisations citoyennes sont des mécanismes sains s'ils sont acceptés. Une répression féroce ne fait qu'accroître les frustrations et favorise la militarisation de citoyens qui essaient pourtant d'user de moyens non-violents de protestation ;
- ii. **Les pouvoirs politiques de la région qui opposent les concepts de sécurité des citoyens à celui de liberté (publique, politique, d'expression).** Ces stratégies de maintien au pouvoir pour des pays post-conflit sont des stratégies à courts termes qui sapent les éventuels efforts en termes de développement de ces pays ;
- iii. **Les pouvoirs politiques de la région qui, en dépit de résultats économiques palpables, continuent de manipuler les outils politiques afin de se maintenir au pouvoir.** Dans une région totalement interconnectée et instable, aucun pays ne peut être considéré comme totalement protégé des risques de basculement vers la violence ;
- iv. **Le dialogue politique en cours en République Démocratique du Congo qui doit aboutir à un consensus acceptable pour une jeunesse politisée et désœuvrée.** Face à un niveau accru de conscientisation politique et un manque de perspective économique, les frustrations de jeunes à l'avenir « bloqué » sont énormes, surtout en milieu urbain. Les calculs politiques visant la conquête ou le maintien au pouvoir doivent être considérés par rapport à cette jeunesse, souvent en dehors des partis politiques mais qui devient un groupe d'influence informel considérable. La RDC a encore l'opportunité de trouver des solutions préventives à une crise grave alors le Burundi n'a pas su saisir cette opportunité ;
- v. **Les dialogues menés en prévention ou en résolution de conflits en cours afin qu'ils ne soient pas que de simples marchandages entre élites, mais fondés sur les intérêts des citoyens.** A juste titre le dialogue est souvent mis en avant pour résoudre ou prévenir les conflits. Pourtant ces nécessaires dialogues ne sont souvent que des réunions entre élites dans l'objectif de se maintenir au pouvoir ou de se le partager. Ecouter les desideratas de la population est alors secondaire. Pour plus d'efficacité ces dialogues doivent avoir trois niveaux : un niveau de base au sein des communautés afin de ressortir des éléments pour une discussion entre élites ; un niveau intermédiaire entre ces élites et la population ; un niveau haut, entre acteurs de conflits sur base des dialogues précédents. Ces dialogues ne seront efficaces que s'ils sont sincères et suffisamment sécurisant pour les personnes qui sont amenés à y intervenir ;

- vi. **Les acteurs citoyens et politiques qui s'opposent aux pouvoirs en place doivent être responsables et en mesure d'anticiper les réactions des gouvernements en place.** A ce titre, ils doivent être en mesure de proposer eux-aussi des alternatives à une mobilisation populaire réprimée et visant à éviter le recours aux armes comme forme d'expression politique. L'opposition politique n'a jamais vraiment su proposer une vision politique alternative au CNDD-FDD. Les Congolais ont encore l'opportunité d'éviter de répéter cette erreur ;
- vii. **La communauté internationale au sens large (régionale, continentale et au-delà) qui doit s'interroger sur son incapacité à résoudre concrètement une crise politique.** Ces stratégies d'intervention doivent être analysées en amont et en aval afin de pouvoir être effectives sur le terrain ;
- viii. **Les mécanismes de prévention, les traités ratifiés et autres instruments internationaux qui doivent être interrogés** afin de comprendre leurs faiblesses et évaluer l'écart entre les volontés affichées par les pays de la région et la réalité de leurs applications ;
- ix. **Les acteurs régionaux de la sécurité qui exercent la violence et qui dans le même temps ne semblent pas être en mesure de la prévenir, ni de la contrôler.** A dessein, les forces répressives des Etats utilisent une force disproportionnée pour contrôler leur population. Malgré cette force apparente, les gouvernements sont faibles pour prévenir la prolifération de groupes armés. La circulation des armes dans la région est un risque majeur qui conforte la militarisation des civils. Malgré quelques résultats de façade, de réels efforts dans la mise en application des principes internationaux visant la fin de la prolifération des armes est une nécessité pour des solutions à longs termes. Ces éléments doivent être réfléchis pour ne pas répéter les erreurs du Burundi ;
- x. **Tous les acteurs afin de comprendre les mécanismes de répétition dans la région.** La pesanteur d'un passé traumatique non encore traité est considérable et paradoxale pour les citoyens de la région. Si d'un côté ce poids peut maintenir les populations dans une inertie, les leçons non tirées favorisent la répétition pour des générations qui n'ont pas vécue directement les événements violents. Entre les deux se situent des acteurs déjà présents dans le passé et qui reproduisent des actes qu'ils ont combattus. L'impunité érigée en culture est aussi un obstacle au règlement pacifique de telles crises et doit être brisée pour sereinement avancer vers une région pacifiée.

IMPUNITY WATCH

Impunity Watch est une organisation internationale hollandaise à but non lucratif qui cherche à promouvoir la redevabilité pour les atrocités dans des pays au passé violent. IW produit des conseils stratégiques basés sur des recherches qui concernent les processus visant à faire respecter les droits des victimes à la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition des conflits.

PROGRAMME PAIX AU-DELA DES FRONTIERES

Le Programme « Paix Au-Delà des Frontières » est porté par un consortium de 10 organisations nationales et internationales parmi lesquelles Impunity Watch coordonne les activités de recherche. Le Programme vise à favoriser la transformation des conflits au Burundi, en RDC et au Rwanda à travers l'adoption d'une « Feuille de Route vers la Paix » par un « Parlement Régional Virtuel », constitué « d'Artisans de Paix ». Dans la perspective d'incorporer les besoins et priorités spécifiques des jeunes, un « Agenda des Jeunes pour la Paix » a été développé sur base d'une recherche-action participative.

REMERCIEMENTS

Cette analyse a été réalisée par l'équipe d'Impunity Watch au Burundi. La recherche a été effectuée grâce au soutien financier du Programme Paix Au-Delà des Frontières. Notre reconnaissance va aux ONG partenaires du projet au Burundi, au Rwanda et en RDC qui ont aidé dans la préparation des recherches de terrain. Nous exprimons toute notre gratitude aux jeunes burundais, congolais et rwandais qui ont bien voulu participer à la présente recherche, en témoignant de leurs quotidiens et en partageant leurs craintes et espoirs par rapport à la crise en cours. Nous espérons qu'une solution puisse être rapidement trouvée à cette crise, pour un avenir plus pacifique pour la prochaine génération de la région des Grands Lacs.

CONTACTEZ-NOUS

Impunity Watch (Burundi)
Avenue Bweru n° 32 Rohero II
Bujumbura
Burundi
Tél : +257.22.275.923 /
+257.22.275.924

Impunity Watch (Siège)
't Goylaan 15
3525 AA Utrecht
Pays-Bas
Tél : +31.302.720.313
Email : info@impunitywatch.org
www.impunitywatch.org

*** Les opinions rapportées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles d'IW, des organisations qui nous ont aidées dans la récolte des données, ou des partenaires du Programme Paix Au-Delà des Frontières.*



impunity
watch